

La Moldavie devant deux scrutins déterminants pour son avenir européen

[Courrier des Balkans](#) | De notre correspondant à Bruxelles | jeudi 17 octobre 2024

La Moldavie fonce vers l'UE, mais à quelle vitesse ? Peut-elle trébucher ? Dimanche apportera un début de réponse avec un référendum pour inscrire l'adhésion à l'UE dans la Constitution et le premier tour de la présidentielle, où la pro-européenne Maia Sandu remet son mandat en jeu. Derrière ces scrutins s'annonce un long chemin.

Par Dušan Gajić



Une manifestation anti-gouvernementale sous le siège de la présidence moldave, à Chișinău, en février 2023.

© Florentin Cassonnet / CdB

Le contraste frappant entre l'ancien et le nouveau s'étale sous les yeux à Chișinău, capitale de la Moldavie. Les imposants gratte-ciels au style brutaliste hérité de l'ère soviétique côtoient désormais des symboles de modernité, comme le Parc numérique, un pôle technologique qui incarne la quête d'innovation et de progrès du pays. Ce contraste dépasse le simple paysage urbain. Il se reflète au cœur des débats politiques sur l'identité et l'avenir de la Moldavie.

Dimanche 20 octobre, la Moldavie s'apprête à vivre ce qui pourrait bien être l'élection la plus cruciale depuis son indépendance dans les années 1990. En une seule journée, les citoyens éliront

leur président et devront se prononcer lors d'un référendum historique sur l'adhésion à l'Union européenne. La question est simple : la Moldavie continuera-t-elle à emprunter la voie européenne tracée par la présidente sortante Maia Sandu, qui brigue un nouveau mandat, ou retournera-t-elle sous l'influence de Moscou ?

Nous vous invitons lundi 21 octobre, de 19h à 20h30, à un **webinaire spécial : Où va la Moldavie ?**

Avec **Catherine Durandin**, historienne, et **Nata Albot**, journaliste.

Pour vous inscrire, [c'est par ici](#) (gratuit, mais obligatoire)

Maia Sandu a mis en jeu son avenir politique en l'associant à ce référendum. Celui-ci vise à graver dans la Constitution l'objectif d'adhésion à l'UE, le rendant contraignant pour tous les futurs gouvernements. Selon les sondages, Maia Sandu bénéficie d'une confortable avance, avec entre 55 % et 65 % des intentions de vote, des chiffres similaires à ceux en faveur de l'adhésion à l'UE. Cependant, rien n'est acquis.

Depuis la chute de l'Union soviétique, la Moldavie a oscillé entre gouvernements pro-occidentaux et pro-russes. La Russie conserve une influence durable, notamment à travers la [région séparatiste de Transnistrie](#), échappant au contrôle moldave depuis les conflits des années 1990, où [Moscou maintient environ 1500 soldats](#).

La guerre en Ukraine a rebattu les cartes

Longtemps en marge des préoccupations géopolitiques, la Moldavie est devenue en quelques années un point névralgique pour l'Union européenne. Face à l'agression russe en Ukraine, l'importance stratégique de ce petit pays s'est amplifiée, tout comme les efforts pour accélérer son processus d'adhésion à l'UE. Un État autrefois périphérique est désormais [au centre des efforts de Bruxelles](#) pour stabiliser l'Europe de l'Est et contrer l'influence russe.

[En juin dernier](#), la Moldavie a ouvert ses négociations d'adhésion à l'UE à une vitesse sans précédent, surpassant même des pays comme la Serbie et le Monténégro, qui stagnent depuis des années dans l'antichambre de l'UE. Un an plus tôt, [Chișinău accueillait le deuxième sommet](#) de la Communauté politique européenne, cette initiative qui rassemble plus de 40 pays européens.

Le 10 octobre, 10 jours avant le référendum, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen s'est rendu à Chișinău pour une visite symbolique. « Un tournant crucial s'annonce pour le peuple moldave », a-t-elle déclaré, exhortant les Moldaves à saisir l'opportunité de rejoindre l'UE. « C'est votre choix souverain », a insisté celle qui a fait de [l'élargissement de l'UE l'une des priorités](#) de son 2ème mandat. L'Union européenne a aussi promis [un vaste plan de croissance à 1,8 milliard d'euros pour la Moldavie](#).

Pendant ce temps, les autorités de Chișinău accusent Moscou de tenter de saboter le référendum. Des millions d'euros auraient été investis par la Russie dans des campagnes de désinformation et d'achat de votes. L'homme d'affaires pro-russe en fuite, Ilan Șor, est [accusé de corrompre quelque 130 000 électeurs](#) afin de faire pencher la balance contre l'adhésion à l'UE et en faveur des candidats pro-russes.

Face à ces ingérences, la Moldavie a riposté en interdisant l'activité de plusieurs médias russes,

accusés de diffuser de la désinformation pour influencer le scrutin.

Même des prêts avantageux sont une excellente nouvelle pour un pays comme la Moldavie, qui n'a que peu d'accès aux marchés financiers internationaux. Le message ici est clair : l'adhésion à l'UE apportera des bénéfices concrets pour les citoyens.

Von der Leyen n'est pas venue les mains vides à Chişinău. À la veille du référendum, elle a présenté un programme d'aide financière à la Moldavie d'un montant record de 1,8 milliard d'euros, un geste sans précédent. Ce plan, largement inspiré du programme de [Plan de croissance pour les Balkans occidentaux](#), prévoit une aide sur trois ans en échange de réformes structurelles. Toutefois, la répartition de cette aide suscite des débats : près de 85 % de l'enveloppe est constituée de prêts, contre seulement 15 % de subventions. À titre de comparaison, pour les Balkans, un tiers du financement est octroyé sous forme de subventions.

Un diplomate européen proche des négociations d'élargissement précise que l'importance du ratio entre prêts et subventions est relative : « Même des prêts avantageux sont une excellente nouvelle pour un pays comme la Moldavie, qui n'a que peu d'accès aux marchés financiers internationaux. Le message ici est clair : l'adhésion à l'UE apportera des bénéfices concrets pour les citoyens ».

De nombreux analystes voient dans la Moldavie un exemple potentiel de réussite à l'Est de l'Europe. Certains n'hésitent pas à dire qu'elle pourrait rejoindre l'Union européenne lors de la prochaine vague d'élargissement, au même titre que le Monténégro. La Moldavie, petit pays relativement épargné par la guerre par rapport à l'Ukraine et disposant d'un gouvernement pro-européen solide, pourrait être un candidat de choix pour Bruxelles.

La Moldavie est très en retard en matière de conformité aux normes européennes et n'en est qu'à la phase initiale du processus.

Cependant, Jana Juzova, de l'[Institut Européen](#) de Bruxelles, tempère cet optimisme. Selon elle, « la Moldavie est très en retard en matière de conformité aux normes européennes et n'en est qu'à la phase initiale de ce processus. Cela a été clairement démontré dans le rapport d'étape de l'année dernière de la Commission européenne, et des conclusions similaires sont également attendues cette année ».

Jana Juzova rappelle que plusieurs États membres insistent sur un « équilibre » entre les avancées des pays des Balkans occidentaux et ceux de l'Europe de l'Est dans leur chemin vers l'adhésion. En d'autres termes, tout progrès significatif dans les Balkans doit être accompagné de résultats similaires dans l'Est. Dans ce contexte, il paraît peu probable que la Moldavie se retrouve en tête de liste pour intégrer l'UE rapidement.

Le choix que fera la Moldavie ce dimanche est donc déterminant. Le référendum et l'élection présidentielle n'auront pas seulement un impact crucial pour les citoyens de cette ancienne république soviétique, mais aussi pour l'avenir de la politique d'élargissement de l'Union européenne. Un retour vers un pouvoir pro-russe pourrait rappeler le scénario de la Géorgie, où l'adoption de lois inspirées par le Kremlin a entraîné une mise en pause de son processus d'intégration européenne. Si cela devait se produire en Moldavie, son statut de pays candidat à l'UE

serait probablement « gelé » et Bruxelles attendrait un changement de cap politique pour reprendre les discussions.

À Bruxelles, l'espoir est cependant bien différent. On mise sur une victoire de Maia Sandu et du camp pro-européen. Tout autre résultat serait un revers de plus pour l'UE dans sa lutte géopolitique avec la Russie et affaiblirait sa position dans son voisinage immédiat.